

utilement à atténuer les difficultés de la balance des paiements ne saurait convenir, comme on l'a déjà noté, que pour une période de transition assez nettement définie puisque les pays moins développés, tout comme les autres, devront éventuellement adapter leur économie au prix international du pétrole.

On doit distinguer nettement entre l'appui d'ordre général à l'endroit de la balance des paiements et toute subvention au prix du pétrole. Vu l'importance d'encourager le recours dans un avenir déterminé aux rajustements économiques qu'exige le coût plus élevé du pétrole, un

régime de prix spéciaux aurait de graves désavantages à moins qu'il ne soit clairement adopté que comme mesure temporaire pour faciliter la transition. A défaut d'un fléchissement considérable des prix du pétrole ou de la mise au point de nouvelles sources d'énergie bon marché et généralement disponibles, les pays importateurs vont être obligés longtemps encore de transférer aux exportateurs de pétrole une plus grande partie de leur production totale que par le passé; d'où l'importance d'aborder aussitôt que possible les rajustements économiques que requiert ce nouvel état de choses.

La crise du pétrole: avantages du processus de contestation

par Jacques Henry

Le pétrole est sans contredit le produit qui occupe la place la plus importante dans les échanges internationaux. En effet, le pétrole et ses dérivés représentaient avant 1974 plus de 50 p. cent du commerce mondial en tonnage et approximativement 10 p. cent en valeur. Environ 50 p. cent de la production mondiale de pétrole entre dans le circuit des échanges internationaux, et plus des deux tiers de cette production provient de «pays en voie de développement» (PVD) pour lesquels le pétrole constitue souvent la principale denrée d'exportation au point de vue valeur. En 1970, par exemple, les exportations de pétrole représentaient 99.6 p. cent des exportations totales de la Lybie; les chiffres correspondants sont 93.7 p. cent

pour l'Iraq, 90.2 p. cent pour le Venezuela, 88.7 p. cent pour l'Iran, 57.4 p. cent pour le Nigéria, et 34.8 p. cent pour l'Indonésie. On devine aisément que tous ces pourcentages ont augmenté à la suite de la hausse récente des prix du pétrole.

En plus de satisfaire à l'heure actuelle à plus de 75 p. cent des besoins mondiaux en énergie, le pétrole représente une des plus importantes matières premières de l'industrie moderne, notamment les fabriques de plastique, d'engrais, de fibres artificielles et de caoutchouc synthétique; le pétrole entre aussi dans la fabrication de la plupart des produits synthétiques modernes. Par ailleurs, le pétrole joue depuis longtemps un tout premier rôle sur le plan stratégique-militaire, rôle qui acquiert aujourd'hui une signification toute particulière, étant donné que plusieurs des principaux pays producteurs sont situés dans une région militairement active et potentiellement explosive. Soit dit en passant, ceci nous permet de réaliser que le problème du pétrole est fondamentalement de nature politique dans ses origines et ses manifestations, bien que ses principales répercussions se fassent sentir d'abord sur le plan économique, et ce à un moment où l'économie mondiale montre des signes certains de fatigue.

Si l'on en juge par la fréquence avec laquelle les ventes se sont effectuées à des

M. Jacques Henry, qui a fait des études à l'Université Laval, l'Université d'Ottawa et l'Université de Minnesota, est présentement professeur agrégé de science économique à l'Université d'Ottawa. Il a séjourné au Niger en 1972 comme conseiller à la présidence de la République et a récemment servi de conseiller auprès du Bureau spécial des Nations Unies pour le Sahel. Son domaine actuel de recherches embrasse l'aide au développement et les problèmes propres aux pays les moins développés. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.